

AHD54 :

incompétence, qu'il parte»

On reproche aux hommes du système leur âge avancé, leur longévité au pouvoir. N'en est-il pas de même pour les partis politiques ?

Me concernant, il faut une relève qui doit apparaître. Je n'ai pas l'ambition de mourir président de Ahd 54. Il y a des hommes et des femmes aussi valables. On sera obligé de passer le témoin. Je serai peut être plus efficace ailleurs. On ne ressemble pas au système. J'ai 56 ans dont 25 de lutte politique. La vraie question ce sont les gens de Novembre qui sont encore à la tête de l'Etat et qui nous représentent. Je leur dis merci pour tout ce que vous avez fait de bon ou de mauvais, mais vous avez montré vos limites.

Vous appelez à des élections présidentielles anticipées et la non-représentation du président actuel au scrutin

Il faut l'alternance. La priorité des priorités c'est de changer la tête. Nous sommes dans un régime présidentiel.

Le changement oui, mais aujourd'hui pas demain, car après il sera trop tard. Demain ce sera d'autres revendications.



Photo : DR

Le peuple sortira dans la rue... accapamera tous les pouvoirs. C'est par là qu'il faut commencer. Que ce président ne doit pas

se représenter ce n'est pas par esprit de vengeance.

La Constitution doit être amendée ainsi que la loi électorale de 2007 qui produit deux collèges politiques en Algérie. Comme c'était le cas à l'époque du colonialisme, il y a ceux d'en bas et ceux d'en haut.

Parmi les partis politiques, il y a ceux qui ont eu 3 000 000 voix lors des consultations électorales et ceux qui ont obtenu moins. De plus, on sait que ces élections sont toutes entachées d'irrégularités.

Pour preuve, lorsque des observateurs étrangers demandent à ceux qui nous gouvernent si l'Algérie ne vas pas suivre l'exemple de la Tunisie et de l'Égypte, ils n'ignorent pas que le président a été plébiscité de 90,24% des voix dans le scrutin de 2009 et que le peuple l'aime. Cela veut dire que même eux savent que ces élections sont entachées d'irrégularités. Ils n'en font même pas référence ! Pourquoi ne pouvons-nous pas discuter directement avec ces gouvernants et qu'ils s'expriment face au peuple sur les grands projets. A quoi a servi l'argent dans un débat contradictoire ?

L'ouverture du champ audiovisuel ?

C'est la garantie des droits. Il y a beaucoup de compétences en Algérie à qui il faut faire confiance. On ne peut pas sortir du parti unique pour le pluralisme avec les mêmes personnes. Aujourd'hui, il y a une autre génération de 15,18, 25 ans qui a d'autres aspirations. Comme les personnes de ma génération, nous comprenons que l'Algérie a d'autres enjeux, que le monde se transforme à la vitesse grand V. Mais pas les gens de Novembre. Ils sont bloqués. Ils en sont toujours à la révolution agraire, au souk-el-fellah, socialisme...

Ils sont dépassés, finis. C'est comme qui dirait que la télévision est l'ancêtre d'internet. C'est un fait, il n'y a rien à débattre. Le changement, c'est aujourd'hui qu'il l'entamer pas demain, car il sera trop tard. Demain ce sera d'autres revendications. Le peuple descendra dans la rue, c'est inéluctable. Ce système ne veut pas d'un contre-pouvoir et donc pas de société civile, pas d'associations, pas d'espaces d'expression politique. Et ce sera alors la Tunisie, la Libye.

B. T.

CONTRIBUTION

UN SURPRENANT PANARABISME

Les colères des peuples et les chutes des despotes

Par Zineddine Sekfali, ancien ministre

Les peuples tunisien et égyptien que l'on croyait assoupiés et totalement soumis à des despotes orientaux depuis plus de vingt et trente ans, selon chaque cas, ont subitement relevé la tête, récupérant tous leurs ressorts et retrouvant leurs forces dans leur jeunesse, que nous avons eu beaucoup de plaisir à découvrir, grâce à Internet et aux télévisions étrangères, remarquablement cultivée et fort bien instruite. En quelques semaines et à peine à un mois d'intervalle, ces peuples ont réussi, malgré une répression sauvage menée par les services de sécurité appuyés par des repris de justice et des gros bras, à se débarrasser de deux redoutables despotes.

Le tyran libyen, au pouvoir depuis 42 ans, va de toute évidence les suivre bientôt. Son sort est en effet scellé : sa Légion étrangère, sa garde personnelle, sa progéniture, sa parentèle, sa clientèle et sa tribu n'y pourront rien. Avec ces trois pays, tout le monde arabe s'est mis à bouger : c'est la bonne nouvelle de cette année 2011. Or, ce monde arabe est en train de bouger en direction de l'Etat de droit et de la démocratie : c'est l'autre bonne nouvelle de l'année !

Ben Ali, Moubarek et Kadhafi, puisqu'il faut les nommer, étaient hier encore des personnages couverts d'honneurs civils et militaires, des leaders magnifiés, des nationalistes et patriotes attestés, des révolutionnaires certifiés, des politiques infaillibles, des bienfaiteurs du peuple qui leur rendait bien en les plébiscitant lors de scrutins dont l'issue et les scores étaient connus d'avance par les initiés du système. Aujourd'hui, ce ne sont plus que des ballons de baudruche dégonflés, des fuyards en rupture de ban, des individus recherchés comme de vulgaires criminels. Et ce n'est pas fini : d'autres despotes vont suivre. En effet, au moins deux d'entre eux sont déjà sur la pente savonneuse de la déchéance, après avoir battu des records de longévité politique ; l'un est roi on ne sait depuis quand, d'un royaume insulaire et pétrolière, l'autre est président, depuis une quarantaine d'années, d'une république sous-développée située sur le territoire de l'ancien royaume de la légendaire reine de Saba. Malgré l'appui étranger dont bénéficie le premier pour cause de pétrole et de proximité de l'Iran, et quelques fidélités tribales dont peut de prévaloir le second, ils risquent, tous les deux, d'être prochainement emportés par cette bénéfique «ola de cambio», comme dit la presse espagnole, ou par cet étrange «effet domino» décrypté par certains observateurs politiques et politologues, intrigués par les

soudaines colères arabes et les destitutions qu'elles entraînent, et interpellés par le fait que ces événements ont les mêmes causes, se déroulent dans une même zone géopolitique, et ont lieu presque simultanément. Difficile de croire qu'une telle unité des causes, de lieu et de temps – un peu comme cela se passe dans les tragédies classiques –, est fortuite et que les événements qui se déroulent sont sans rapport les uns avec les autres. On est tous d'accord pour dire que les situations sont variables et différentes d'un pays à l'autre. Mais il faut aussi admettre que ce qui est bon pour les Tunisiens, les Égyptiens et les Libyens, ne peut être que bon pour les Bahreïnais, les Yéménites et les autres.

En Algérie, nous sommes encore nombreux à connaître les trois «ex-excellences» qu'on vient de nommer, pour les avoir vus du temps de leur splendeur, effectuer chez nous des visites officielles ou amicales. Ils considéraient l'Algérie, nous disaient-ils parfois, comme «une seconde patrie». A l'époque, cette petite flatterie ne nous déplaisait pas, car nous ne connaissions pas la nature profonde de ces despotes et prédateurs. Aujourd'hui, rien que le fait de se rappeler ces propos mielleux, remplit de malaise. Ces «ex» venaient souvent accompagnés de suites imposantes et parfois exotiques. Ils étaient reçus, hospitalité algérienne oblige, avec le faste et l'apparat républicains que l'on sait : tapis rouge, rangées ministérielles, diplomates alignés, honneurs et fanfares militaires, longs cortèges, motards chamarrés et acclamations du bon peuple...

De temps à autre, ces gens-là venaient avec tous leurs homologues tenir des «sommets» à Alger. On aménageait pour leurs réunions, du reste plus formelles et protocolaires qu'autre chose, des salles flamboyantes et d'un luxe orgiaque. Le soir grâce à notre ENTV nous pouvions encore voir leurs visages, au milieu des tas de fleurs posés devant eux peut-être pour atténuer leurs airs hautains, blasés et ennuyés. Quelle était en effet lourde l'ambiance qui régnait dans ces assemblées ! Tout le monde savait que ces sommets, très coûteux pour le pays organisateur, n'ont jamais servi à quoi que se soit, pas même à déridier Leurs Excellences et Altesses, qui repartaient encore plus fâchées et plus divisées qu'elles ne l'étaient à leur arrivée.

Cependant et pour en revenir aux événements actuels, ce qui frappe le plus dans ces coups de colère soudains qui s'étendent progressivement à d'autres pays arabes, c'est l'apparition d'une sorte de «panarabisme populaire» qui n'a pas d'autre leaders que les peuples, et pas d'autres mots d'ordre que «liberté et

démocratie». Sous nos yeux, les peuples de ces pays sont en train d'écrire eux-mêmes leur histoire et du même coup probablement, le début de la nouvelle histoire de cette zone géopolitique qu'on appelle le monde arabe. Et cela nous exalte. Dans le même temps, on constate des faits qui nous affligent profondément. Ce qui nous afflige, c'est précisément : d'une part, les morts et les ruines que ces chefs déchus laissent derrière eux et d'autre part, les relents de pourriture qui se dégagent d'eux-mêmes, de leurs parentèles et de leurs clientèles. Certes, l'histoire du monde fourmille d'exemples de despotes et de tyrans. Sur la seule rive nord de la Méditerranée par exemple, les trois peuples, italien, espagnol et portugais ont subi la dictature de Mussolini, Franco et Salazar ; ces despotes redoutables ont réprimé leurs compatriotes, et dans la foulée, saigné d'autres peuples qui leur étaient totalement étrangers ; ces dictateurs ne diffèrent de leurs homologues de la rive sud de la Méditerranée que par le fait qu'on ne leur connaît pas de frasques matrimoniales, de faits de corruption à grande échelle, de prévarication généralisée, de détournements de fonds publics colossaux, de népotisme et d'actes mafieux.

Pendant longtemps, la «communauté internationale» a fait mine d'ignorer les comportements et malversations des despotes arabes. Désormais et c'est très récent, cela semble faire partie d'un passé révolu. En effet, plusieurs Etats (Suisse, Grande-Bretagne, Allemagne, France, États-Unis, etc.) ont annoncé qu'ils ont décidé de bloquer les comptes et avoirs, non seulement des despotes de Tunis et du Caire en personnes mais aussi de leurs parentèles, et de procéder à des saisies conservatoires de biens immobiliers leur appartenant. On imagine la panique qui règne depuis dans les cavernes de tous les Ali Baba concernés ! Mieux encore, le Conseil de sécurité des Nations unies a pris, le 26 février 2011, une décision d'une extrême importance ; il a en effet décidé à l'unanimité : d'abord, d'interdire à Kadhafi, à sa parentèle et à ses sbires l'accès dans les pays membres des Nations unies – donc pas de fuite possible –, ensuite de bloquer les comptes bancaires du père, de quatre de ses fils, de son épouse – en attendant la restitution de ces biens à leurs légitimes propriétaires –, et enfin de faire juger Kadhafi et ses complices par la Cour pénale internationale pour crimes contre l'humanité !

Saluons ces décisions justes de l'ONU et rendons hommage aux Libyens, à la fois pour leur patience, leur courage et leur attachement à la démocratie !

Z. S.